

l'industrie forestière, la moyenne des salaires s'est accrue d'environ 12 p. 100.

Mais ce que nul document ne mentionne, ce sont les avantages secondaires découlant de l'amélioration de l'état des principales industries dans toute l'étendue de la province. Par exemple, de nouvelles villes se fondent dans les centres miniers; de petites scieries, depuis longtemps fermées, reprennent leurs opérations, grâce à l'activité des mines. L'effet salutaire de l'expansion des mines de Colombie-Anglaise se fait aussi sentir dans le transport, aussi bien par air et par route que par chemin de fer.

Il n'y a peut-être pas d'industrie qui ait autant bénéficié des accords de commerce impérial que l'industrie forestière. Les exportations de bois de construction de Colombie-Anglaise en dehors de l'Amérique du Nord n'avaient jamais atteint un si haut chiffre; plus de 110 millions de pieds, soit 35 p. 100 de plus que le record établi en 1930. La Colombie-Anglaise expédie aujourd'hui outre-mer, non plus le quart, mais les trois quarts de son bois de sciage, et c'est maintenant elle qui de toutes les régions de l'Amérique du Nord exporte le plus de bois de construction. Les expéditions en Grande-Bretagne, Australie, Chine et Afrique-Sud ont toutes été plus élevées que l'année précédente; celles à destination de Grande-Bretagne accusent une augmentation de plus de 100 p. 100 sur celles de 1932. En 1933, la Colombie-Anglaise a expédié 70 p. 100 de tout le bois exporté du littoral du Pacifique en Grande-Bretagne, au lieu de 45 p. 100 en 1932. Le marché australien prend une importance extrême pour ma province. En 1933, grâce à la préférence prévue dans les accords d'Ottawa, les expéditions en Australie ont représenté 90 p. 100 du total des commandes de bois données à la région du Pacifique.

Le signe le plus encourageant peut-être, c'est le meilleur état dans lequel se trouvent les municipalités de la province. Presque toutes, d'après leurs rapports annuels, ont clos l'année avec un surplus, malgré le fléchissement des recettes dû à la réduction des subventions de l'Etat et à l'accroissement des frais d'assistance.

On devrait complimenter la cité de Vancouver pour la façon dont elle a pris soin de ses chômeurs. Il n'y a peut-être pas une seule ville de même importance dans tout le continent qui ait eu pareil problème à résoudre. Probablement à cause de la clémence de son climat, des gens venant des régions de la prairie ou du nord se sont réfugiés à Vancouver et ont augmenté ses difficultés. Mais, en dépit de tout cela, Vancouver demeure une des rares villes du Canada qui ont su faire face aux secours au moyen de leurs revenus ordinaires. C'est autant de gagné vers une amélioration

definitive de la situation, non seulement en Colombie-Anglaise, mais dans tout le pays.

Un autre industrie dont parle le discours du trône et à laquelle je désire faire allusion est celle de l'agriculture. Comme on l'a fait observer, les prix des produits agricoles sont demeurés peu élevés. Cet état de choses existe non seulement au Canada, mais dans tous les pays de l'univers et c'est un problème que toutes les nations sont appelées à résoudre en ce moment. Quand nous examinons l'agriculture, industrie fondamentale du Canada, les perspectives, en certains endroits, ne sont pas très brillantes. Le tableau, cependant, paraît en un point plus lumineux et c'est quand il indique que beaucoup de nos produits agricoles se vendent plus cher que ceux des autres pays. On me rappelle que, l'autre jour, quand les porcs se vendaient ici \$8.50, ils se vendaient \$4, à Buffalo. Les œufs, le beurre, l'agneau se vendent plus cher au Canada qu'aux Etats-Unis. On peut accorder le mérite de ces choses au gouvernement actuel et en particulier au ministre de l'Agriculture (M. Weir) et au ministre du Commerce (M. Stevens.) Les ententes impériales ont fourni les débouchés et la hausse des prix à suivi.

Mais, comme je l'ai dit, la situation, dans l'agriculture, n'est pas telle que nous aimerions la voir. Il est encore extrêmement difficile à un cultivateur canadien de trouver des débouchés pour beaucoup de ses surplus de produits. Si la loi projetée prévoit quelque chose dans le genre d'une commission des ventes, je suis certain que cela sera bien accueilli par les agriculteurs. Aujourd'hui, cependant, le Canada doit envisager quelques chose de plus important; nous avons le problème d'organisation des marchés dans notre propre pays. On croit généralement, ce me semble, que la coopération tout en apportant de très grandes améliorations, n'a pas accompli tout ce qu'on attendait d'elle. La vente coopérative n'a pas réussi parfaitement à cause d'une tendance, de la part de quelques producteurs, à refuser de coopérer, alors que ces producteurs profitaient des avantages apportés par les associations coopératives. En d'autres termes, il est impossible de grouper en coopératives la totalité des producteurs. Dans notre province la désorganisation des marchés a été désastreuse pour l'industrie laitière et celle des fruits. Sans rien exagérer, on peut dire que l'industrie laitière de la vallée du Fraser est démoralisée. Le prix de vente du lait ne couvre pas les frais de production et la situation ne peut pas durer bien longtemps, sans quoi beaucoup de cultivateurs devront abandonner leurs terres, sacrifier leur cheptel et demander des secours. Cette industrie compte environ 4,000 cultivateurs, ayant 60,000